le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA
ISSN 0026-9433
27 JUIN AU 3 JUILLET 1991
N° 834
10,00 F

POLYNESIE FRANÇAISE...

Tchernobyl du Pacifique

A l'occasion du 25e anniversaire des essais nucléaires français dans le Pacifique, l'association SOS-Tahiti appelle à manifester le samedi 29 juin, à partir de 14 h 30 à Paris (rendez-vous : M° Port-Royal).
Venez nombreux vous rappeler aux bons soins de « nos » gouvernants et protester contre le mépris que les autorités affichent vis-à-vis des Polynésiens et de tous les antinucléaires.

Les dates historiques, les commémorations, en général, nous n'aimons pas ça. Les défilés du 14 juillet, nous les laissons aux militaires. En fait, nous avons envie de célébrer les événements que le pouvoir voudrait faire oublier.

Le 2 juillet 1966 fait partie de ces dates symboles, dont la France n'a pas lieu d'être fière. Alors que les Américains et les Britanniques venaient d'arrêter leurs essais nucléaires dans le Pacifique, la France décide d'expérimenter ses bombes atomiques en Polynésie sans tenir compte des protestations des pays riverains et des Polynésiens, lesquels n'ont jamais été consultés (1).

La force de frappe - si chère au Général de Gaulle - est devenue une priorité absolue pour tous les dirigeants qui se sont succédé au gouvernement. La population française n'a pas été vraiment informée, une véritable conspiration du silence au nom du secret militaire s'est instaurée avec la complicité bienveillante d'une grande partie de la presse.

Le ralliement du Parti communiste à la force de frappe en 1977 a créé une grande confusion et démobilisé une partie des militants de la gauche. L'accession au pouvoir de Mitterrand en 1981 a fait le reste.

Les pacifistes irréductibles, les anticolonialistes et les antinucléaires n'ont pas réussi, malgré leurs efforts, à compenser le sentiment d'impuissance des Français.

Cependant, les rivalités entre l'URSS et les Etats-Unis - avec pour conséquence la politique de surarmement pendant les années 80 - a déclenché en Europe un grand mouvement pacifiste. Quoique moins important, ce courant a touché la France et permis une nouvelle prise de conscience, accélérée par les accidents du nucléaire civil. Cela c'est traduit concrètement par une évolution du PCF, qui, depuis 1987, réclame l'arrêt des essais nucléaires.

Faut-il en conclure que la partie est gagnée ? Hélas non, les dirigeants socialistes persistent et signent : la France n'entend pas renoncer à la dissuasion nucléaire.

Pour les Polynésiens, cela veut dire continuer à subir le colonialisme atomique et vivre (pour combien de temps encore ?) avec l'argent de la Bombe.

Nous devons plus que jamais, à l'occasion du 25e anniversaire des essais en Polynésie, manifester notre opposition à la force de frappe et notre solidarité avec le peuple polynésien, otage de notre « sécurité ».

SOS-Tahiti

(1) Après la perte de l'Algérie où la France avait déjà procédé à 17 essais, il fallait chercher un autre site.
N.B. : SOS-Tahiti, 19, cité Dupont, 75011 Paris.

SOS-Tahiti en action lors d'une précédente manifestation.

IMMIGRATION ET DEMAGOGIE

Chirac : le dégoût

Jacques Chirac, oublieux des nos prétendus principes républicains de liberté, d'égalité et de fraternité, s'emploie depuis quelques temps à souffler sur les braises du racisme et de la xénophobie. A un an des élections régionales, la classe politique se déchaîne.
Plus nul que Le Pen... tu meurs !

Décidément, l'immigration est l'aubaine des politiciens. La semaine dernière, Jacques Chirac a fait monter d'un cran les enchères lors d'une réunion politique, à Orléans (1), en tenant des propos orduriers sur les immigrés. Chirac est allé plus loin qu'il ne l'avait fait auparavant, en affirmant que certaines familles immigrées, avec quatre épouses et vingt enfants, touchaient mensuellement 50 000 francs, sans travailler. Concernant ces fameux 50 000 F, n'y a-t-il pas là une scandaleuse exagération, une famille de vingt enfants ne bénficiant, à tout casser, que de 25 000 F, soit moitié moins ? Bien sûr, une telle famille peut exister, « si » le père de famille perçoit une pension d'invalidité, plusieurs enfants des allocations ASSEDIC, etc. Mais soyons sérieux, une telle famille est un cas *rarissime*. Monter en épingle cette situation, sans mentionner la rareté de ce cas, est une forfaiture pure et simple de la part de Chirac. A cet égard, celui-ci, jeudi 20 juin à 20 h sur Antenne 2, a récidivé. Au journaliste qui lui faisait timidement observer que son exemple était peu crédible, Chirac, avec un incroyable aplomb (ceci fait partie du métier de politicien) a écarté l'objection, en rétorquant « *Ce n'est pas le problème.* ». Ce bélître, candidat virtuel du RPR aux présidentielles ne l'oublions pas, travestit la réalité, mais, à l'en croire « *Ce n'est pas le problème.* »... Cependant, le maire de Paris ne s'est pas arrêté là, puisqu'il a parlé ouvertement du « *bruit* » et de « *l'odeur* » des immigrés. Ce n'est même plus de « coup de gueule » qu'il faut parler, mais bien de propos racistes, même si Chirac joue les parangons de vertu. Lui, raciste ? Calomnies et billevesées ! Bien entendu, un partisan de Chirac pourra le défendre en disant qu'il faisait allusion aux odeurs culinaires (méchoui et compagnie), mais ce n'est pas précisé par celui-ci et c'est ce flou qui est raciste.

« Ce n'est même plus de "coup de gueule" qu'il faut parler, mais bien de propos racistes, même si Chirac joue les parangons de vertu. »

Evidemment, l'ombre de Le Pen planait sur cette réunion orléanaise. Celui-ci, grand perturbateur de la politique hexagonale, jubile ; ses thèses sont enfin reprises. Toutefois, il a raison de rappeler que la copie ne vaut jamais l'original. Cette lamentable affaire se joue sur fond d'élections législatives, prévues pour 1993. Même si Chirac - mais qui le croira ? - se défend d'être déjà en campagne, il n'en demeure pas moins que tout prouve le contraire : l'accord RPR-UDF (comprenez : Giscard d'Estaing-Chirac), la rencontre PS-PCF (ils sont incorrigibles !) et la logorrhée sur l'immigration. Or, personne, que ce soit à gauche ou à droite, ne veut d'une nouvelle cohabitation. Par conséquent, chacun cherche à se placer au mieux avant 1993.

Mitterrand, en fin manœuvrier, a ouvert les portes de l'Assemblée nationale aux députés FN grâce à une réforme électorale, il lui a fourni, ce faisant, un tremplin inespéré ; même si le FN n'a plus qu'un seul député aujourd'hui, le mal est fait. Le FN est aussi sa créature. En agissant de la sorte, il divisait la droite, forcée de prendre position sur la question de l'immigration au risque (vérifié) de froisser son électorat centriste. Ainsi, le message de Mitterrand à l'électorat est clair : « *C'est moi ou le FN !* ».

(suite p. 4)

EDITORIAL

Chirac dévoile enfin son vrai visage : l'expulseur parisien n°1, dont les squatters et autres locataires de certains quartiers de la Capitale connaissent bien la politique pour en avoir été les victimes, a cédé publiquement à sa vraie nature ; celle d'un politicard prêt à n'importe quel crime de lèse-droits de l'homme pour récolter des bulletins de vote et le pouvoir.

Beaucoup le savaient. Certains s'en doutaient. A présent, personne ne peut le nier : du RPR au FN, les frontières fluctuent au gré du sens du vent électoral. Mais pas seulement. Le pseudo-démocrate Chirac vient de donner une légitimité de plus à Le Pen. La droite bien pensante et « morale », la droite dite gaulliste, rejoint les vilains garçons méchants du parti lepéniste.

L'abjection a été largement médiatisée. Tous les beaufs se sont soudain sentis « compris ». Chirac a abandonné la langue de bois pour parler la langue raciste, simpliste, etc. Abdelmoumen Diouri, réfugié politique marocain, qui s'est exprimé, lui, en tant qu'homme, vient d'être expulsé par le pouvoir... socialiste.

Décidément, il devient de plus en plus dur de vivre sous le septennat de Mitterrand. Quand ils auront expulsé les jeunes des banlieues, les immigrés, les réfugiés politiques, les sidéens, quand ils auront emprisonné les homosexuels, les avorteuses et les avortées, les insoumis, quand ils auront psychiatrisé les RMIstes et licencié les grévistes... Quand il ne restera plus que ministres et flics en uniformes ou en civil, l'Etat aura atteint son stade suprême : la dictature.

COMMUNIQUE

Contre l'expulsion d'Abdelmoumen Diouri

La Fédération anarchiste exige le rapatriement immédiat en France de l'opposant marocain Abdelmoumen Diouri, enlevé par la police secrète française à son domicile et expulsé au Gabon le 20 juin 1991.

Abdelmoumen Diouri doit pouvoir publier en France son livre *A qui appartient le Maroc ?*, révélant les trafics financiers entre les entreprises, organisations politiques, individus français et le tyran marocain, ouvrage qui intéresse tous les citoyens de France.

Fédération anarchiste
Paris, le 21/06/1991

« MONDE LIBERTAIRE »
N° 835
SPECIAL
NUMERO D'ETE
(16 PAGES)
DU 4 JUILLET
AU 12 SEPTEMBRE

T2137 - 834 - 10,00 F

UN POINT D'HISTOIRE

Les origines de la Fédération anarchiste

Le hasard a voulu que me tombe entre les mains - tout récemment - le livre de Maurice Joyeux ayant pour titre *Sous les plis du drapeau noir*, édité par Publico. Etant données les libertés prises par son auteur en ce qui touche la vérité historique, notamment les origines et les débuts de la Fédération anarchiste, dans lesquels je suis personnellement et largement impliqué, je me sens obligé de relever silences et inexactitudes. Après les insuffisances de Maitron (1), avec cet ouvrage, de sérieuses mises au point s'imposent pour que les générations de militants et de sympathisants, tout comme les simples lecteurs de notre presse - actuels ou à venir - et même d'authentiques historiens puissent se faire une opinion basée sur des informations exactes sur ce qui s'est passé chez les anarchistes - ou dans leur « mouvance » - de 1939 au début des années 50.

Il s'agit de la Fédération anarchiste première manière, celle qui précéda l'actuelle FA, résultant de la rupture consommée au congrès de Paris de 1953 où, à la suite d'un vote largement majoritaire en faveur des thèses soutenues par Georges Fontenis, cela se traduisit par une orientation bien déterminée (lire *le Libertaire* du 28 mai 1953). Au cours des mois suivants, l'organisation continue de s'appeler FA et ne deviendra Fédération communiste libertaire (FCL) que fin novembre 53 (lire *le Libertaire* du 3 décembre 1953). En fait, il y eut départ des opposants, si bien que la FCL prétendit détenir légitimement le journal et le local (ce qu'elle fit sans partage) et eut posé problème en cas de scission véritable proclamée au congrès.

N'acceptant pas la nouvelle orientation ni le nouveau titre de l'organisation, de nombreux camarades, estimant ne pas pouvoir s'exprimer valablement au sein de celle-ci, se groupèrent en vue de constituer une nouvelle Fédération anarchiste. Parmi eux, évidemment, les plus acharnés des « anti-organisation » (reliquat d'un anarchisme essentiellement négateur), des pacifistes angéliques (ô combien énigmatiques !), des plumitifs des plus intarissables, des ténors des plus verbeux de l'entre-deux-guerres, mais aussi de solides militants - tous âges confondus - dévoués à la cause (on pense ici à Georges Vincey, qui pourtant de formation « individualiste », après s'être dépensé sans compter pour mettre sur pied la gestion de la première FA et de son journal, se remit à la tâche pour que celle qui allait lui succéder puisse démarrer dans les meilleures conditions possibles). Il y avait - entre autres - dans ceux qui œuvrèrent à la création de la FA, Maurice Joyeux, auquel les circonstances allaient permettre de pouvoir enfin satisfaire ses aspirations à devenir un « leader » de premier plan (étant entendu que ce dernier, en communion avec sa compagne, Suzy Chevet, a fourni un énorme travail au cours - et même après - la période concernée, même si celui-ci fut loin d'être toujours bénéfique pour le rayonnement de nos idées).

Ayant pris mes distances avec les deux « courants », celui animé par Fontenis (FCL) parce qu'il s'orientait vers un « renouveau » duquel l'anarchisme était de plus en plus absent, et l'autre (la nouvelle FA) dominé longtemps par les éclats de voix de Joyeux (même si Maurice Laisant en a été un moment le Secrétaire général) ; parce qu'il n'était qu'un mélange de tous les contraires et se satisfaisait volontiers de vérités premières et d'affirmations fracassantes. Ce qui ne m'empêcha pas d'entretenir des relations amicales avec des camarades ayant rejoint l'une et l'autre de ces deux organisations et explique que je ne sois pas dans une ignorance totale des pérégrinations de celles-ci.

Après ces quelques explications, venons-en maintenant aux origines de la Fédération anarchiste première manière. Elle est née du regroupement de militants, du rapprochement de courants anarchistes de l'avant-guerre, notamment de l'Union anarchiste (UA) et de la Fédération anarchiste de langue française (FAF). La première, la plus ancienne et la plus forte numériquement, avait pour journal *le Libertaire* (hebdomadaire) et était de tendance et d'expression fortement teintée d'ouvriérisme. La seconde, moins ouvriériste et plus portée vers les débats d'idées, avait pour journal *Terre Libre* (mensuel) auquel collaborèrent Voline et Prudhommeaux.

> **« Très vite est né l'espoir [...] de voir se réaliser un regroupement, se constituer une organisation fédéraliste des anarchistes effectivement structurée. »**

Durant l'été 1940, après la défaite militaire de la France, toutes deux (déjà la mobilisation générale de 1939 les avait désarticulées) disparurent, comme toutes les formations qui s'opposaient au nazisme. Dès 1941-début 1942, et indépendamment des activités clandestines menées individuellement ou par petits groupes dans le domaine de la solidarité et de l'entraide : mise à l'abri des recherches policières pour les plus menacés - insoumis, Juifs et autres - fabrication de fausses cartes d'alimentation, assistance de camarades déjà poursuivis..., très vite est né l'espoir, tant en zone nord qu'en zone sud, de voir se réaliser un regroupement, se constituer une organisation fédéraliste des anarchistes effectivement structurée. Cela avec la volonté bien affirmée de ne pas revoir l'éparpillement ni les entreprises souvent fantaisistes d'avant 1940. Belles illusions...

Des rencontres de militants eurent lieu en province, dont une à Toulouse (pompeusement baptisée « congrès ») à laquelle participa Voline (2).

En région parisienne, dès fin 1941-début 1942, rencontres et véritables réunions clandestines se multiplièrent, et c'est sous l'impulsion de Louis Laurent, Georges Vincey, Georges Gourdain (arrêté par la Gestapo puis déporté à Buchenwald où il décéda en 1944) et moi-même que prit vraiment corps l'idée de la réalisation en période clandestine du tissu d'une nouvelle organisation anarchiste inter-régionale devant se manifester publiquement au grand jour dès que cela deviendrait possible.

En 1941-1944, tant en zone sud qu'en zone nord, des imprimés anarchistes circulent clandestinement et sont distribués (3). A Paris, un bulletin intérieur est tiré à la ronéo, *le Lien*, qui deviendra, la guerre terminée, celui de la FA.

Dans le même temps, je fus chargé de faire une tournée dans le Midi pour prendre contact avec un maximum de militants, dans le but d'harmoniser les efforts des uns et des autres. Tâche fort ingrate, car des individualistes impénitents et des pacifistes prudemment attentistes (le tout dans le plus pur style des années 30) ne voyaient pas d'un très bon œil ce « messager » que, pour eux, je pouvais être d'une ère susceptible de devenir, pour nos milieux, celle de l'organisation !

Au cours de la même période, une brochure de propagande, *Les libertaires et le problème social*, œuvre collective et anonyme dont le contenu fut largement discuté, est écrite en vue de faire connaître les grandes lignes de la pensée anarchiste à travers les réalités de la vie quotidienne (en bien des points, elle ne serait plus valable aujourd'hui). Elle fut imprimée et diffusée en mars 1945. Une deuxième édition dut être tirée en août de la même année, et une troisième un peu plus tard.

En juillet-août 1944 : déroute des armées allemandes. Au cours de ce que les historiens ont cru appeler la « Libération de Paris » (derniers jours de l'occupation de la Capitale) des affiches imprimées durant la clandestinité (des expéditions en furent faites en province), « *Retour de la Liberté* », sous la bannière de la Fédération anarchiste, apparaissent sur les murs de la capitale et de la banlieue. Siège provisoire de celle-ci : rue de la Victoire, puis rue de Lancry, et enfin 145, quai de Valmy, siège pour longtemps de l'organisation et de son journal, *le Libertaire*, dont le n° 1 de la nouvelle série (décembre 1944) sortira illégalement, car il n'eut l'autorisation de paraître que fin avril 1945. C'était là, sans doute, le prix à payer - un mini-purgatoire - pour notre non allégeance au gaullisme durant et après la période noire.

Il y a lieu de préciser qu'au cours de la période clandestine, nous ne nous sommes jamais intégrés à un mouvement de résistance officielle quel qu'il fût, mais nous avons eu des relations excellentes, suivies, souvent fraternelles, avec des responsables (le plus souvent socialistes ou socialisants) qui l'avaient rejointe, ce qui a permis aux uns et aux autres de précieux échanges de services dans la dangereuse situation du moment.

En octobre 1944, la guerre n'est pas terminée, mais la France n'est plus occupée par l'armée allemande depuis août de la même année, et son « gouvernement provisoire » présidé par le Général de Gaulle, et antérieurement installé à Alger, siège maintenant à Paris.

> **« Première rencontre à l'échelon inter-régional à Agen. D'aucuns ont parlé d'un "congrès" [...]. A ce moment, Maurice Joyeux est toujours inconnu de nous tous. »**

Les retrouvailles entre militants s'étant multipliées, de nouveaux groupes se constituèrent, de nombreux sympathisants, jeunes et adultes, entrent en relation avec nos milieux. Première rencontre à l'échelon inter-régional à Agen. D'aucuns ont parlé d'un « congrès », mais le terme est exagéré. Il est procédé au passage en revue des événements passés et présents, et à un examen de ce qui a été fait ou est en cours pour favoriser le rayonnement de l'anarchisme. A ce moment, Maurice Joyeux est toujours inconnu de nous tous. Je suis confirmé dans mes responsabilité au secrétariat de la « *commission administrative provisoire* », chargée de coordonner les groupes (5), assurer la parution du *Libertaire* (mensuel qui deviendra par la suite bimensuel) et de préparer un premier congrès, prévu à Paris pour octobre 1945.

En avril-mai 1945, *le Libertaire* est autorisé à paraître et touche en une seule livraison le contingent de papier auquel il a droit, avec effet rétroactif partant de la date de demande d'autorisation (début septembre 1944). Si bien que nous nous trouvons avec un énorme stock de papier dépassant de beaucoup nos besoins, alors que c'est la pénurie et que celui-ci se vend très cher au marché noir. Tout le surplus est vendu au prix fort et, avec le bénéfice réalisé, sans plus attendre nous lançons *le Libertaire* hebdomadaire. Ce fut une réussite. Distribué par Transport-Presse, il débuta avec un tirage de cent mille exemplaires. La vente se stabilisa à une moyenne satisfaisante après, évidemment, plusieurs numéros.

> **« Et il ne faudrait tout de même pas permettre, sous le prétexte un peu léger de ne contrarier personne, que la légende, aussi bien parée soit-elle, l'emporte sur l'Histoire. »**

En octobre 1945, se déroule le congrès constitutif de la Fédération anarchiste à Paris, à la salle des Sociétés savantes. Les groupes participants sont plus nombreux par rapport à ce à quoi nous avions été habitués avant la guerre (il y avait aussi des individualités). Les débats sont difficiles, parfois houleux, entre ceux que n'effarouche pas la notion d'organisation effectivement structurée avec l'engagement personnel et la responsabilité collective qu'elle implique et ceux qui, au nom d'un anarchisme essentiellement négateur ne voient en elle que laminage de la liberté et de l'expression individuelle avec pour corollaire l'étouffement de la personnalité. Les vieux clichés ont la vie dure ! Etaient présents, également, des camarades anarcho-syndicalistes (6).

La commission administrative existante est complétée et reconduite sans changement notable. Je suis nommé secrétaire général de l'organisation. L'année suivante, Georges Fontenis est nommé secrétaire général au congrès de Dijon (7).

Après ce petit rappel historique, revenons au livre qui l'a suscité. Selon son auteur, Maurice Joyeux, je ne serais pas apparu, on ne m'aurait pas vu au cours des séances du congrès constitutif de la Fédération anarchiste d'octobre 1945 à Paris. Et pourtant, j'y fus désigné comme secrétaire général ! Fallait-il que les congressistes soient bornés, ou étonnement anesthésiés pour prendre pareille décision sans m'avoir vu ni entendu ! Nous sommes ici dans l'absurde. Il aurait joué, lui, Joyeux, un rôle capital dans les premiers pas de la FA issue de la clandestinité ? Or, quand il s'est présenté à nous, celle-ci avait plus que dépassé le stade des tâtonnements et n'avait pas attendu après lui pour exister. Elle avait son local, son bureau de correspondance, sa librairie, une permanence (assurée d'abord par la camarade Rachel Lantier), elle se manifestait déjà publiquement par la parole et par l'écrit.

Maurice Joyeux insiste sur le rôle qu'il aurait joué dans la vie et la rédaction du *Libertaire*, dont il aurait rédigé les éditoriaux. Présomption ou erreur ? Peut-être confond-il les débuts du *Libertaire*, journal de la FA n° 1 avec ceux du *Monde libertaire*, organe de la FA n° 2, pour lequel chacun sait qu'il se dépensa beaucoup. A toutes fins utiles, précisons qu'à l'époque (de décembre 1944 à 1946) il n'écrivait pas beaucoup, il n'était pas encore « écrivain ». En passant, rappelons pour la petite histoire, que l'éditorial du *Libertaire* n° 1, daté de décembre 1944, fut écrit par Raymond Asso, auteur du recueil de poèmes *Chansons sans musique*, contenant les textes des chansons *Dans les prisons de France* et *Mon légionnaire*, alors très en vogue. Les éditoriaux des numéros qui suivirent furent presque toujours écrits soit par Oriol, Guennec, ou moi-même. Par ailleurs, si Georges Brassens fut un certain temps secrétaire de rédaction et metteur en page du *Libertaire*, c'est sur ma proposition mais aussi et surtout parce qu'il en avait l'envergure. L'« amitié » (?) qu'il aurait eu pour Joyeux n'y est assurément pour rien. Georges Brassens était entré en rapport avec moi bien avant que circulent les versions fantaisistes de son arrivée dans nos milieux, qui eut lieu à peu près en même temps que celle d'Armand Robin - auquel il était très lié - avec lequel Joyeux assure avoir été également en grande « amitié ». Il saute aux yeux que dans sa propension à faire état de la pléiade des célébrités du monde littéraire qui lui auraient accordé le privilège de leur amitié, Joyeux n'y va pas avec le dos de la cuillère.

Tout problème de modestie - ou d'immodestie - mis à part, il apparaît que Joyeux a des défaillances, des trous de mémoire, mais, en contre-partie, une imagination plutôt fertile.

Il est grand temps de remettre les pendules à l'heure. Et il ne faudrait tout de même pas permettre, sous le prétexte un peu léger de ne contrarier personne, que la légende, aussi bien parée soit-elle, l'emporte sur l'Histoire. S'agissant ici d'une période nous ramenant jusqu'à un bon demi-siècle en arrière, dont les survivants sont - fatalement - chaque jour moins nombreux, il importe que ceux qui l'ont vécue en tant que militants dans nos milieux se manifestent, cela dans l'intérêt de la vérité historique. C'est ce qui m'a décidé (comme m'y ont poussé aussi de nombreux camarades plus jeunes que moi) à prendre la plume pour apporter ma contribution à celle-ci, aussi modeste qu'elle puisse être.

Henri Bouyé

(1) Jean Maitron, historien du mouvement ouvrier, auteur d'une *Histoire du mouvement anarchiste*.

(2) Voline, on l'ignore souvent, était Juif et franc-maçon. il avait dû quitter Paris et se réfugier à Marseille, car, dans la Capitale, la chasse aux Juifs avait commencé dès l'arrivée des troupes allemandes...

(3) Saulnière (dit Arru) assurait les contacts Paris-province. Il fut arrêté à Marseille. Il ne s'évadera qu'au printemps 1944, ce qui ne facilita pas la tâche !

(4) Notre approche de ces milieux a toujours été bien perçue, avec beaucoup de respect pour nos positions et comportements. Notre contact avec eux a été grandement facilité par les relations personnelles et la participation commune aux luttes syndicales de 1936.

(5) Mais aussi les individualistes géographiquement isolés.

(6) Certains anarcho-syndicalistes avaient été à nos côtés pendant la résistance, ayant milité à la CGT-SR. Leur proposition tendait à la constitution d'un ensemble fédéré rappelant l'expérience espagnole.

(7) A Dijon, il me fut demandé de demeurer secrétaire général. Je refusai, estimant qu'un responsable à cet échelon ne devait pas rester en fonction deux années consécutives. C'est sur proposition de Georges Vincey, Louis Laurent et moi-même que le congrès désigna Georges Fontenis.

POINT DE VUE

Le mal des banlieues

Les événements tragiques des banlieues, essentiellement ceux du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie, paraissent relever de plusieurs problématiques, notamment celle de l'identité. En effet, la montée en puissance de la xénophobie et du racisme, ainsi que celle du Front national (1), renvoient à une formidable crise d'identité. Car, alors qu'au 19e siècle et jusqu'à, très approximativement, la Première Guerre mondiale, la population était très largement rurale, l'industrialisation a vidé peu à peu les campagnes - ce processus se poursuit de nos jours. L'identité était construite - et imposée - par un système scolaire laïc (les instituteurs sont proclamés « *hussards de la République* ») (2) et par un catholicisme d'autant plus arrogant qu'il était largement majoritaire. La population était façonnée par un monolinguisme hystérique, lui-même mu par une haine-peur des langues régionales et autres patois, dénigrés et méprisés.

Recherche d'identité

Il y avait donc un modèle d'intégration et d'assimilation des étrangers, puissamment structuré. Mais l'exode rural, l'urbanisation, les mutations économiques en un mot, l'ont mis à mal. Aujourd'hui, l'école est en crise (et les lycéens défilent dans la rue!). La famille ne se porte plus très bien, elle non plus. Désorientés par les réformes successives, les enseignants ne savent plus à quel saint se vouer ; de surcroît, chaque gouvernement sait qu'il marche sur des œufs lorsqu'il se frotte à ces questions. La vérité, selon moi, c'est que les habitants des banlieues sont déboussolés. Le modèle d'intégration à la française ne *pouvant plus fonctionner* - car l'identité française est elle-même en crise - les jeunes banlieusards d'origine maghrébine ou autre, eux aussi en proie à une crise d'identité pour cause de déracinement et de désœuvrement, sont face à un phénomène contre lequel ils ne peuvent rien. Parqués dans des ensembles uniformes (il n'y a aucune différence entre les cités-dortoirs de la ceinture parisienne et ceux de Marseille, ou si peu...) et confrontés à une situation économique qui, pour eux, se résume pratiquement à un mot , « chômage » (ou à la précarité, ce qui n'est guère préférable), que reste-t-il à ces jeunes ?

Ils tentent, et il semble qu'ils y parviennent, de se forger une identité qui repose essentiellement sur le rap, lequel, plus qu'une musique, constitue un mode de vie commune, et une langue commune, le verlan.

Car c'est là que le bât blesse. Avec la déchristianisation (l'église catholique, *nolens volens,* assurait des réseaux de solidarité) et l'exode rural, sans oublier la désagrégation de la famille nucléaire, les réseaux de solidarité se sont réduits comme une peau de chagrin. chacun se trouve face à lui-même, ce n'est plus de la solitude, mais de l'isolement. D'où un désarroi qui explique bien des phénomènes. De plus, la télévision aidant, mais ce n'est pas la cause unique, tout est frileusement vécu sur le mode du symbolique et par procuration, au lieu d'être *vécu* en toute modestie. De là, une passivité et une peur du réel - à propos duquel il ne faut surtout rien dire - qui ajoutent encore à ce désarroi. La crise des banlieues est donc un symptôme de crises plus vastes et plus profondes. Les endroits où les gens peuvent encore se retrouver communiellement - la messe ne fait plus guère recette - sont principalement les stades de football (voir l'Olympique de Marseille et ses supporters) et, à un degré moindre, les bars.

Impuissance

C'est ici que j'aborde ce qui sert d'exutoire à ces frustrations et ce mal-être, à savoir la violence. Les morts du Val-Fourré et d'ailleurs ont été victimes de ce qui sert de soupape de sécurité à l'ordre établi, même si celui-ci en pâtit peu ou prou. De même que l'échec scolaire est socialement nécessaire et utile car il reproduit les antagonismes riches/pauvres ,cette violence joue le rôle d'évacuateur de frustrations. Comme le dit le sociologue anglais Poppelwell, « *De tout temps les classes défavorisées ont évacué leur trop-plein de frustrations par le biais d'une violence [admise et relativement tolérée] par une société qui, voyant dans ces violences l'un de ses fondements, ne peut y porter remède sans remettre fondamentalement en cause ses structures sociales.* » (3)

Mais la conclusion de la conclusion est que l'impuissance des « gouvernants », phénomène particulièrement frappant, leur interdit de pouvoir répondre aux vrais problèmes (cf. Poppelwell). Ils expédient les affaires courantes. Tout au plus peuvent-ils imposer le permis de conduire à points, ou aligner les limitations de vitesse sur celles en vigueur ailleurs dans la CEE. En revanche, pour aligner la fiscalité française sur celle des autres pays de l'Europe des douze, pour lutter contre la pauvreté (le RMI est un pis aller et surtout un aveu d'impuissance), là encore, c'est l'impuissance. D'ailleurs, les élections n'en sont que plus clownesques, le candidat disant à l'électeur (j'exagère, mais à peine) « *Je n'ai pratiquement aucun pouvoir réel, ça ne fait rien, votez pour moi quand même, bien que ça ne serve à rien...* » Sauf à nous rouler dans la farine, bien entendu.

Henri Morrier

(1) Il ne me semble pas possible d'affirmer que le FN fait « naître » les idées xénophobes et racistes parmi la population. Il profite d'une situation donnée. Toutefois, il y contribue, grâce au charisme de son chef, en banalisant les thèmes familiers à ce parti politique (car c'est bien un parti comme les autres, en dépit de son nom de *Front* national).

(2) Même les petits Antillais (je laisse de côté les colonies proprement dites) se verront enseigner que leurs ancêtres étaient les Gaulois, ce qui montre par l'absurde jusqu'où peut aller une mystique de l'identité, laquelle, en l'occurrence, passe par une mystique des origines prétendument communes.

(3) Cité par Christian Pociello, « Sport et violence », in *Encyclopædia Universalis. Universalia 1991*, p. 368.

SAINT-OUEN

Vue imprenable sur les hydrocarbures

Le 14 juin, vers 11 heures, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), le feu se déclare dans une réserve d'hydrocarbures, située à quelques pas des habitations. Deux mille personnes sont évacués en raison des risques d'explosion. Sur place, l'air est irrespirable, mais, d'après les autorités, les gaz ne sont pas toxiques : on peut respirer à pleins poumons.
Si vous êtes à la recherche d'un logement pas trop cher et bien placé, c'est là, pour vous, une affaire explosive : pleine vue sur la réserve d'hydrocarbures. Si, éventuellement, vous n'aimez pas ce genre d'endroit, on peut aussi vous proposer un pavillon à moins d'un kilomètre d'une centrale nucléaire, ou bien, pour les amateurs de sensations olfactives, un appartement avec vue sur une décharge de produits chimiques et d'ordures ménagères.
De nombreuses possibilités sont offertes aux locataires en mal de sensations fortes. Renseignez-vous auprès des pouvoirs publics.

Christophe T. (Pantin)

Saint-Ouen, dans le courant de l'après-midi du 14 juin. © Christophe T.

EN BREF

REPERTOIRE
L'association « Mémoire de 68 » constitue un répertoire des lieux où sont conservés des documents sur les mouvements sociaux et politiques des années 1965-1975 en France. Si vous avez connaissance de telles archives, merci de nous contacter rapidement. « Mémoire de 68 », 40, rue de Belleville, 75020 Paris.

« APACHE »
Le n° 4 du journal *Apache* vient de sortir. Au sommaire : les 10 ans de Mitterrand, les émeutes de la Réunion, la bande FM, l'affaire Boudarel, la guerre du Golfe, le racisme sélectif du PS, des brèves... De plus, avec *Apache* n° 4, vous trouverez un 45 tours d'Intérim ou Laid Thénardier offert par Visa, ainsi que *Onde de choc* n° 2, feuille d'infos sur les émissions de radios, les zines... Prix au numéro : 5 F (plus 3,80 F de port) ; abonnement pour 10 exemplaires : 50 F (port gratuit). Paiement par timbres ou chèque sans ordre. A commander au SCALP, BP 66, 94501 Champigny cedex.

« COURANT ALTERNATIF »
Le n° 10 (juin 1991) de *Courant alternatif* est en vente. Au sommaire : les femmes algériennes, le bilan social du PS, la Kanaky...Prix au numéro : 25 F ; abonnement pour 10 numéro (un an) : 220 F (chèques à libeller à l'ordre de la Galère). *Courant alternatif* c/o OCL-Egregore, BP 1213, 51058 Reims.

COLLECTIF « GUERRE A LA GUERRE »
Impulsé début janvier 1991 par des individus refusant la logique de guerre, le collectif « Guerre à la guerre » du Val-de-Marne a décidé de poursuivre ses activités en privilégiant deux axes :
- l'anti-impérialisme et la lutte contre le nouvel ordre mondial ;
- l'anti-militarisme et notamment la lutte contre la militarisation de la société.
Nous pensons qu'un travail de contre-information sur les thèmes cités plus haut est aujourd'hui nécessaire partout où nous pouvons intervenir (quartiers, facultés, lycées, entreprises...). Présents sur plusieurs communes de la partie Est du département, vous pouvez nous contacter et nous demander notre premier tract en écrivant à l'adresse suivante : collectif « Guerre à la guerre » c/o Ruptures, BP 1, 94501 Champigny cedex.

FORUM-THEATRE CONTRE L'ARMEMENT
La « Maison de vigilance » organise le vendredi 5 juillet, à 19 h 30, à la salle des fêtes de Taverny, une soirée théâtre-forum avec au programme :
- « Socrate ou l'ironie mortelle » ;
- « Je travaille donc je tue ! » ;
- un débat sur l'industrie de l'armement.
Le spectacle sera suivi d'un bal folk et d'un buffet.

ANTINUCLEAIRE
L'association « Stop essais » et la « Maison de vigilance » vous invitent au jeûne d'interpellation du 6 au 9 août 1991 pour le 46e anniversaire d'Hiroshima et de Nagasaki, à la salle des fêtes de Taverny.
Pour tout contact, tél. : 39.95.68.28.

RIPOSTE
Comme chaque année, le Front national tient une université d'été. Cette année, elle aura lieu du 26 au 30 août, à Beaune (Côte-d'Or), ville dont la municipalité n'a jamais dissimulé sa sympathie pour l'extrême droite.
Nous comptons sur chacun pour engager une riposte ferme et radicale contre le racisme, l'exclusion et les idéologies sécuritaires. Nous envisageons déjà une manifestation à Beaune le 26 août, ainsi que d'autres actions. Un soutien important est donc indispensable.
Pour tous renseignements, contacter l'association (hébergement, organisation...) « Maloka », BP 536, 21014 Dijon cedex.

Chirac : le dégoût

(suite de la « une »)

Cependant, la gauche n'est pas exempte, loin s'en faut, de tout reproche. Mitterrand - décevant, par là même, beaucoup de ceux qui lui faisaient confiance - a parlé de ce « seuil de tolérance » dont on nous rebat les oreilles depuis trop longtemps. Ce « seuil de tolérance » n'est qu'une invention de politiciens en mal d'électeurs, n'en déplaise à Chirac, qui parle d'« *overdose* » parmi la population. Overdose de bronzés, bien sûr. Tout aussi délirante est cette opposition, que *tous* les partis politiques reprennent, entre la « bonne » immigration - légale - et la « mauvaise » - illégale. Mettre un terme définitif à toute immigration, légale ou illégale, est une vue de l'esprit, à moins de transformer la France en une Albanie d'Europe de l'ouest. Bien sûr, les politiciens mettent des bâtons dans les roues des immigrés en interdisant le regroupement familial et en accordant de moins en moins le statut de réfugié, en les expulsant *manu militari*. Mais, si sévère soit-elle, cette politique n'arrêtera jamais l'immigration. Celle-ci n'est pas un phénomène surprenant, ce qui étonne, c'est qu'il n'y ait pas davantage de candidats. En fait, le tiers monde est à genoux, rendu exsangue par des despotes soutenus par l'Occident. Chirac, pour revenir à lui, affirmait, il n'y a pas si longtemps, que l'Afrique n'était pas mûre pour le multipartisme et que celui-ci était un luxe qu'elle ne pouvait se permettre. Comment ne pas pousser les ressortissants du tiers monde au désespoir, à l'idée qu'immigrer est la seule solution, car, de toute façon, l'Occident soutiendra toujours les tyranneaux locaux et, donc, que rien ne changera ? Voilà un vrai problème, jamais soulevé, et pour cause, par les politiciens, lesquels ne souhaitent nullement voir dévoilée leur complicité dans ce gâchis. En réalité, le problème n'est pas l'immigration mais la pauvreté. Celle-ci frappe également, et *surtout*, les immigrés ; ils font, une fois de plus, office de boucs émissaires. Peu importe d'être Français, Zaïrois ou Cambodgien quand on est sans emploi.

Que préparent les politiciens face à tout ceci ? Une CEE-forteresse, vers laquelle il sera de plus en plus difficile d'immigrer. Les accords de Schengen en sont le signe précurseur.

« Comment ne pas pousser les peuples du tiers monde au désespoir, à l'idée qu'immigrer est la seule solution ? »

Toutefois, les propos méprisables de Chirac ne relèvent pas uniquement des manœuvres électoralistes. En effet, le « débat » sur l'immigration constitue à bien des égards, répètons le, une aubaine pour les politiciens. Ceux-ci sont impuissants à juguler les vrais problèmes que sont le chômage et la pauvreté. Alors, le débat sur l'immigration est pain bénit pour eux, car il leur permet de se détourner des vrais problèmes. L'immigration est un vrai problème, mais pas de la manière dont il est posé. Ceci leur permet de retrouver, à peu de frais, des accents populistes (voir le discours de Chirac). Ce détournement d'attention est donc une *compensation symbolique* de leur impuissance.

Les propos nauséeux de Chirac montrent plusieurs choses :

- les politiciens français n'ont aucune dignité. Ils retournent leurs vestes à la vitesse du son et feraient l'impossible pour maintenir leur bifteck ;
- le débat politique français est d'une affligeante nullité. A croire qu'il s'agit d'un concours à celui qui sera le plus médiocre. Il ne peut qu'être médiocre car il est mené par des gens eux-mêmes médiocres et sans imagination ;
- en plus d'être nul, le débat politique est particulièrement malsain, ce que la déclaration de Chirac illustre bien. Est-il encore temps de parler sereinement de l'immigration, sans arrière-pensées électoralistes ?
- Chirac a placé la barre très haut, ceux qui voudront surenchérir sur le sujet atteindront des sommets de bassesse et d'ignominie. Cette escalade, ou plutôt cette fuite en avant, est extrêmement dangereuse ;
- savoir si Chirac, en son for intérieur, est réellement raciste, n'a pas le moindre intérêt. Un sujet d'une telle gravité ne peut souffrir la moindre ambiguïté et requiert la plus grande netteté et une intransigeance sans faille. Tenir de tels propos pour caresser l'électorat fascisant dans le sens du poil, c'est être raciste ;
- surtout, ce scandale montre qu'il n'y a rien à attendre, si ce n'est des basses manœuvres politiciennes, de la part de la classe politique. En effet, elle n'effleure pas même les vrais problèmes (rapport nord/sud, chômage et pauvreté) car si elle le faisait, elle devrait faire preuve d'imagination - ce qui lui est difficile - et son impuissance sauterait aux yeux. Donc, sus aux immigrés !

H. M.

(1) Cf. *le Monde* du vendredi 21 juin.

COMMUNIQUE

Des paroles nauséabondes

L'Union régionale sud-ouest de la FA tient à faire part de son plus profond dégoût à la suite des déclarations nauséabondes de Jacques Chirac.

Il est scandaleux qu'on puisse, dans ce pays, aller aussi loin dans l'abjection. Au-delà de la dénonciation de cette incitation à la haine raciale, il y a lieu de réagir énergiquement face au racisme et à la xénophobie qui se manifestent partout et dans tous les milieux.

Les gros sabots électoraux et fangeux de Jacques Chirac claquent mou en nous rappelant que, pour beaucoup de politiciens, l'argent et les bulletins de vote, eux, n'ont pas d'odeur.

Il est plus qu'urgent de se mobiliser. Nous devons lutter sans relâche, partout où nous vivons, partout où nous travaillons, contre le racisme, la xénophobie, la misère et les injustices sociales, toujours plus insupportables. C'est une question de dignité, une question de liberté.

Union régionale Sud-Ouest de la Fédération anarchiste

Au travers de l'affaire Wargnies, abolir le Service national

Le 18 juin, François Wargnies a été jugé parce qu'il refuse de se soumettre à l'obligation qui lui est faite d'accomplir son service national.

Plus de 1 500 signatures, des dizaines de lettres, une centaine de personnes présentes à l'audience témoignaient que François n'est pas seul dans sa lutte. Le jugement est en délibéré jusqu'au 2 juillet. Au cours des deux heures de procès, l'accusé a pu s'exprimer et expliquer pour quelles raisons, quels motifs, il refuse de se soumettre à l'ordre de route qui lui a été notifié, ironie du sort, le 16 janvier 1991, date du déclenchement de l'offensive « chirurgicale » contre l'Irak.

François a dénoncé, avec vigueur, la politique militariste de la France et la course aux armements, qui n'est assurément pas le meilleur moyen pour développer harmonieusement et intelligemment notre planète. Enfin, il a surtout insisté sur sa ferme volonté d'être un homme libre et, par là-même, sur sa résolution de ne pas accepter cet acte de soumission qu'est l'accomplissement du Service national.

Vent militariste

Le vent du militarisme qui a soufflé dans les ministères, il y a quelques mois a fait son effet : 53 procédures à l'encontre d'objecteurs-réfractaires (insoumis ou déserteurs) ont été lancées en début d'année.

Ceux qui ont échappé à la première fournée sont vraisemblablement en cours de procédure (d'après des sources bien informées).

En tout, c'est donc une centaine de réfractaires qui sera jugée dès la rentrée. Nous avons donc du pain sur la planche, il va falloir se mobiliser, non seulement pour soutenir les réfractaires poursuivis, mais surtout pour s'attaquer à cette survivance de la corvée médiévale qu'est le Service national.

Au cours du procès de Toulouse, Michel Auvray, en tant que témoin, s'est attaché à démontrer méthodiquement l'iniquité du Service national (lire *ML* n° 831) et de sa forme civile en particulier. Damien Thébauld, l'avocat de François et de nombreux autres réfractaires, a interpellé le juge en lui affirmant que, quoi qu'il fasse, les jours du Service national étaient comptés. A quoi bon, dès lors, condamner pour ce délit d'opinion ? Que penser d'un « service » dont la mission consiste à apprendre la soumission au plus grand nombre ? Que penser d'un « service » que les élites peuvent effectuer, quand elles ne sont pas exemptées, au titre de la coopération dans une succursale du Crédit Lyonnais à New York, pour 10 000 F par mois ? Que penser de cette institution qui envoie un jeune homme, très comme il faut sans doute, faire son service comme substitut du procureur de la République à Mayotte ?

Nous pensons, à la fédération anarchiste, qu'il faut lutter pour l'abolition de ce service archaïque, inégalitaire et sexiste. Nous pensons que l'Etat n'a pas le droit de disposer de la vie des citoyens quels qu'ils soient. Le procureur a requis un an de prison et le retrait du statut pour François Wargnies. Nous pensons qu'il est scandaleux de condamner des hommes dont le crime est de vouloir être libres, dont le crime est de savoir dire « non ! ».

Sortons de l'âge des casernes ; luttons pour l'abolition du Service national ; à bas toutes les armées !

Jérôme Varquez
(gr. Albert-Camus de Toulouse)

N.B. : le Collectif des objecteurs tarnais (COT) se propose de centraliser toutes les informations sur les cas de répression ou de poursuites à l'encontre des réfractaires. Pour cela, un répondeur : 63.38.39.55. Adresse : COT, BP 229, 81006 Albi Cedex.

MAL-LOGES

Futurs délogés et élu local dédaigneux

Le *ML* vous a informés des dangers d'expulsion qui pèsent sur les habitants d'un hôtel meublé de la rue du Département, à Paris. Samedi 22 juin, ils sont venus demander une entrevue avec l'homme de paille local des promoteurs, Féron. Ils trouvèrent des CRS et le mépris. Scénario banal. Malheureuse routine qui peut conduire des gens aux sordides situations de la tente sous la pluie, voire à une violence légitime, car un toit décent est l'un des moindres éléments de la dignité humaine. M. Féron, qui n'a sûrement aucune inquiétude pour son logement, n'a qu'une conscience vague du problème. Il se croit sans doute supérieur. Mais ce monsieur peut-il prouver son parfait respect des lois, dans le financement de sa campagne électorale, la clarté de ses sources de revenu, de celles de sa famille, etc ? N'a t-il jamais exercé de pression ou de piston, autant d'abus de pouvoir ? Bref, M. Féron peut-il se permettre de ne pas même accorder un instant à ses administrés ? Sinon, assumera-t-il les conséquences pénales de malversations qu'il aurait pu opérer et, plus grave, accepterat-il de porter la responsabilité morale des violences dont il peut être, s'il persiste, le provocateur ?

A l'heure où le *ML* sera sous presse, une nouvelle tentative de rencontre sera effectuée.

Jacques Niltreb

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

EDITIONS LA RUE

Vous partez en vacances ?
Envoyez de vos nouvelles sur des cartes postales anarchistes.
Les éditions La Rue ont édité huit cartes postales représentant des pochoirs « vus » dans le 18e arrondissement de Paris. Prix : 4,50 F pièce et 27 F la collection de huit.

COLOMBIE

La guerre de la nouvelle bourgeoisie de la drogue

Le Monde libertaire **s'est entretenu avec Hernando du Centre d'études colombiennes de Paris (CESCOL) sur le problème causé par le trafic de drogue. Les Etats-Unis ont engagé une guerre totale contre la mafia de la drogue latino-américaine, qui ne respecte pas leurs règles financières. Ils veulent s'assurer le contrôle commercial et productif du continent pour contrer la concurrence mondiale des firmes allemandes et japonaises. C'est aussi un prétexte pour se débarrasser des guérilleros accusés d'être liés à la mafia.**

Hernando : La drogue est un marché. C'est un moyen de se faire de l'argent. Et l'argent se trouve aux Etats-Unis et en Europe. Les narcos colombiens estiment à 30 millions le nombre de consommateurs de drogue aux Etats-Unis. Dans les années 70, ils vendaient de la marijuana, maintenant de la cocaïne. La vente de la marijuana a posé problème lorsqu'elle a été cultivée aux Etats-Unis. Elle est légale dans presque tous les Etats. L'argent de la marijuana reste donc aux Etats-Unis. Cependant, le fisc des Etats-Unis ne peut percevoir de taxes sur la cocaïne et l'argent sort du pays. Al Capone a été condamné pour avoir fraudé le fisc, pas pour ses crimes. Aussi, il y a désormais une recherche pour produire la feuille de coca aux Etats-Unis. Par la lutte contre la cocaïne, les Américains ont trouvé une autre manière d'entrer dans la politique et la vie sociale de la Colombie, de la Bolivie et du Pérou. C'est aussi une possibilité de lutte contre la guérilla. L'argent et l'armement donnés par la Communauté économique européenne (CEE) pour lutter contre les narcos sont passés à la répression des organisations populaires et des guérillas.

En Colombie, il y a deux cartels : Medellin et Cali. Celui de Cali est le plus puissant. La cartel de Medellin est très violent, voire terroriste. Ce dernier est issu de couches sociales pauvres et analphabètes. Le cartel de Cali appartient à la bourgeoisie étatique. Les politiciens de droite estiment que le cartel de Medellin est trop militariste et pas assez politique. Cependant, il a donné de l'argent à l'Etat et à de grandes entreprises privées.

ML : *Le cartel de Medellin a peut-être besoin de se faire reconnaître comme une nouvelle bourgeoisie ?*

Hernando : Voilà ! La bourgeoisie colombienne est très traditionnelle et très conservatrice. Elle ne tolère pas l'apparition publique des narco-trafiquants et ne veut pas être mêlée à eux. Or, elle s'est constituée autour du trafic du café.

ML : *Intéressant. Le café consommé en France est surtout colombien. Le café est parfois considéré comme une drogue.*

Hernando : La bourgeoisie a exproprié les paysans et a organisé le trafic du café après la Première Guerre mondiale. La plus grosse part du café sortait de Colombie en contrebande.

ML : *Du café au noir...Stupéfiant !*

Hernando : Le gouvernement colombien a promis de tout céder aux narcos si ceux-ci arrêtent la violence et le trafic. Beaucoup de gens seraient mis au chômage.

ML : *Le pays tomberait en faillite ?*

Hernando : Grâce à la drogue, la Colombie est le seul pays, avec le Chili, à payer chaque mois la cotisation au Fond monétaire international (FMI). En Colombie, il suffit de déposer des dollars dans les caisses noires légales des banques d'Etat, sans contrôle depuis 1976. Il y eu trois amnisties fiscales générales pour blanchir l'argent.

« Grâce à la drogue, la Colombie est le seul pays, avec le Chili, à payer chaque mois la cotisation au FMI. »

ML : *Il y a pourtant des narcos en prison ?*

Hernando : Le gouvernement a édicté des décrets qui empêchent l'extradition vers les Etats-Unis des narcos qui se rendent à la justice et qui permettent de blanchir les fonds en échange du paiement d'impôts.

ML : *Comment la lutte contre la cocaïne est-elle orientée contre la guérilla ?*

Hernando : Le gouvernement accuse toujours la guérilla d'être à l'origine du trafic de drogue. Les narcos arrivent avec tout leur matériel et proposent simplement aux paysans de leur prêter la terre ou de leur laisser installer un laboratoire, et leur payent deux ans de cultures de maïs en un mois. Quelle alternative peut donc proposer la guérilla ? Dans certaines régions, la guérilla a demandé aux narcos de bien payer les paysans et d'empêcher la consommation de drogue dans la zone qu'elle contrôlait. La guérilla ne peut quand même pas se mettre à dos tous les paysans.

ML : *Il est quand même curieux que toute cette drogue pénètre si facilement aux Etas-Unis ?*

Hernando : Dans les régions où il n'y a pas de routes, ou dans les montagnes, il est facile aux narcos de créer une piste d'aviation pour sortir la coca. Il est facile pour de petits avions d'entrer aux Etats-Unis. Il est clair aussi que le FBI et la CIA ont travaillé avec le cartel de Medellin. La CIA a acheté de la coca à Baranquilla, à Pablo Escobar, l'a transportée aux Etats-Unis et, avec l'argent de la vente, a acheté des armes pour la contra nicaraguayenne.

ML : *Les Latino-Américains ne risquent-ils pas bientôt de consommer de la drogue comme les Yankees ?*

Hernando : C'est sûr. La majorité des drogués latino-américains consomment le basuco, un produit bas de gamme très dangereux, qui rend accro immédiatement. Avant que le cartel de Medellin enclenche la violence, il avait gagné de nombreux quartiers populaires. Pour des raisons politiques, les organisations de gauche sont contre l'extradition des narcos aux Etats-Unis. la population est avec les narcos, car ils ont donné de l'argent, des maisons, tout ce que l'Etat n'a jamais donné. Un narco-trafiquant avait construit des quartiers entiers et l'Etat l'a exproprié et extradé. Les manifestations ont alors été énormes et spontanées. Les narcos donnent du travail à un demi-million de personnes ; la moitié des Colombiens touchent indirectement de l'argent de la drogue.

ML : *Comment se situent les Indiens dans ce trafic géant ?*

Hernando : Les Indiens ne représentent qu'un pour cent de la population. Ils connaissent les mêmes problèmes que les paysans face aux narcos. Simplement, ils utilisent la coca pour des pratiques religieuses et médicales.

Propos recueillis par Xavier Merville (gr. Ubu de Paris)

ETATS-UNIS

La forêt nationale shawnee menacée

La forêt nationale des Indiens shawnees (Illinois) est menacée, une fois de plus, par les compagnies de bûcherons.

En effet, la 7e Cour d'appel de Chicago a annulé sa décision restreignant l'abattage dans la forêt shawnee. En réponse, le 19 décembre, date d'application de cette décision, 50 personnes se sont réunies sur l'aire d'abattage de Fairview pour manifester leur opposition, et celle, toute entière, des habitants du sud de l'Illinois.

Les manifestants ont dévoilé une pétition avec 11 000 signatures, appelant l'Etat à cesser tout abattage dans cette forêt.

L'association « Earth First » (« La terre d'abord ») a appelé à l'action ; les activistes locaux ont prévenu que leur « désobéissance » civile continuerait tant que les camions d'abattage rouleraient dans la forêt. La branche locale d'IWW maintient sa surveillance à la station ranger Murphy's Boro afin d'observer les mouvements des Rangers (1).

Ceux-ci seront les premiers à bouger pour protéger les bûcherons lorsqu'ils entreront dans la forêt. Tom Buchelle, de l'agence juridique de Chicago Jenner & Block, travaille pour faire annuler l'ordre à la Cour Suprême afin d'éviter l'abattage dans la forêt shawnee.

Tout moyen de résistance doit être utilisé pour défendre la forêt.

Extrait de *Industrial Worker* (organe du syndicat IWW), janvier 1991
Traduit par Yann (Gr. Humeurs Noires de Lille)

(1) Nom des gardes des parcs et forêts.

SALVADOR

La FENASTRAS appelle à la solidarité internationale

La Fédération syndicale nationale des travailleurs salvadoriens, la FENASTRAS, est la plus grande fédération syndicale du Salvador avec environ 30 000 adhérents. Elle est légalement reconnue depuis 1974 et possède 16 syndicats affiliés, incluant le textile, la construction, l'hôtellerie et la restauration, le café, la compagnie des eaux et les syndicats du personnel de la Santé.

Durant l'année 1989, la FENASTRAS a souffert de la détention de 107 de ses membres, de l'emprisonnement prolongé de 17 d'entre-eux, de la disparition de 4 de ses adhérents, de l'assassinat de 14 autres et de 3 attentats à la bombe commis contre ses locaux. Voici le fil des événements :

- le 22 février, une bombe explose dans l'entrée des bureaux de la FENASTRAS, à 4 h 15. Personne n'est blessé mais les dommages matériels s'élèvent à 60 000 $;
- le 16 mars, Juan José Huez, vice-président de la Fédération, est arrêté puis torturé par la police nationale. Il est finalement relâché le 31 juillet 1990, soit plus d'un an après ;
- le 25 mai, la police fait une « descente » dans les locaux de la FENASTRAS. Un juge, qui a participé au raid, annoncera plus tard : « *Nous venions chercher des armes mais nous n'en avons pas trouvées* » ;
- le 19 août, deux membres de la FENASTRAS, Christina Chan Chan et Francisco Massin, sont enlevés par une patrouille de l'armée de l'air. Plus personne n'a eu de nouvelles d'eux depuis. En dépit des témoignages de plusieurs témoins, l'unité militaire a toujours nié cette accusation ;
- le 5 septembre, une roquette est lancée contre la façade des locaux de la FENASTRAS à 2 h du matin, détruisant l'entrée principale du bâtiment. Personne n'est blessé ;
- le 18 septembre, dix membres de la FENASTRAS sont enlevés chez eux par la Garde nationale. Les autres membres lancent une marche de protestation, qui est chargée par la police ;

Soixante quatre autres membres sont enlevés et torturés par la police ;

Plus tard, sept femmes et un homme intentent un procès pour avoir été violés durant leur détention ;

- le 22 octobre, une campagne « anti-FENASTRAS » est menée dans tous les principaux médias du pays ;
- le 31 octobre, une bombe explose dans les bureaux de la FENASTRAS à 12 h 15 ; onze personnes sont tuées, trente six autres blessées. La répression continue.

La FENASTRAS appelle à la solidarité afin de réunir des fonds pour aider les familles des victimes des attentats, et pour reconstruire ses locaux afin de continuer son œuvre.

Extrait de *Industrial Worker*, janvier 1991
Traduit par Yann
(Gr. Humeurs Noires de Lille)

CHROMOLUMINARISME

Expo Seurat au Grand-Palais

Actuellement, l'artiste maudit en son temps, Georges Seurat, fait l'objet d'une redécouverte. A l'heure où se tient une exposition des plus intéressantes au Grand-Palais - ceci jusqu'au 12 août - Sophie Lubinsky nous invite au travers du *Monde libertaire* à mieux connaître son œuvre. Espérons que cette invite transportera certains de nos lecteurs jusqu'aux galeries dudit palais.

« Garçon assis, portant un chapeau de paille », 1883-1984, G. Seurat.

Il y a cent ans mourait Georges Seurat, à l'âge de 31 ans. L'hommage qui lui est rendu au Grand-Palais est en même temps le honteux constat de sa non-reconnaissance pendant plus d'un demi-siècle. Il n'est plus temps pour les conservateurs des musées nationaux ou les collectionneurs français d'ouvrir les yeux : Seurat a été vendu à l'étranger. *La baignade à Asnières* est à Londres, *Un dimanche après-midi à la Grande-Jatte*, *Les poseuses* sont aux Etats-Unis... Perte sèche pour nous, flâneurs curieux de cette exposition : les plus grandes toiles de Seurat posent des problèmes insurmontables de transport, à cause de leurs dimensions (2 m sur 3), et de leur grande fragilité. Seurat, dont la production jugée scandaleuse a été dilapidée scandaleusement, est dispersé aux quatre coins du monde à jamais.

Dans un nouvel esprit de réhabilitation, les musées nationaux ont relevé une gageure : exposer Seurat sans ses trois plus grands chefs-d'œuvres. Peut-être dans un souci compensatoire, l'exposition présente un grand nombre de dessins - venus majoritairement des Etats-Unis, encore une fois... D'abord, quelques académies. Mais Seurat ne resta qu'une année aux Beaux-Arts : le « communard », comme l'appelaient ses camarades (c'était en 1878) trouve rapidement l'enseignement conventionnel insupportable. Alors Seurat laisse le crayon pour le fusain, qu'il manie avec beaucoup de liberté et d'inspiration. Celle-ci se rapproche parfois de Goya ou de Daumier, mais parfois elle est tout à fait originale : *La locomotive* préfigure celle de Kandinsky, *Les bords de rivière* sont une pure abstraction. Si le fusain est le matériau préféré de Seurat pour ses dessins, c'est parce qu'il lui permet de travailler la lumière, et c'est cette recherche qu'il poursuit aussi sur ses toiles. Ainsi, avec *Le nœud noir* ou *Portrait de la mère de l'artiste*, le trait n'existe plus. Ce qui révèle le personnage, c'est le noir du fusain et le blanc du grain épais de son papier, petits points de lumière qui prennent un vrai scintillement et rendent sensibles les vibrations lumineuses.

« Le "communard" trouve rapidement l'enseignement conventionnel insupportable. »

L'approche de l'œuvre peinte de Seurat par ses fusains nous permet de sentir que son travail sur la lumière n'a pas l'« *artificiel d'une démarche scientifique* », comme on l'a trop souvent dit. C'est avec *Un dimanche à la Grande-Jatte*, sa deuxième grande toile, qu'il met en pratique pour la première fois sa théorie sur les couleurs, la ligne, et surtout la touche « pointilliste », qui divise la couleur en points de couleurs pures. L'œil, ce « mélangeur optique », reconstitue la teinte, qui apparaît par ce procédé beaucoup plus vive que si le mélange avait été fait sur la palette puis appliqué sur la toile. Ce renouvellement complet des aspects techniques de la peinture s'insère dans le contexte de l'époque : celle de la Tour Eiffel - que Seurat peint inachevée - et celle d'une véritable effervescence scientifique. On décompose la lumière blanche, on s'intéresse au spectre solaire, on publie des études sur les couleurs, on met scientifiquement en évidence la notion de complémentaire. Seurat, avec quelques adeptes - nommons Signac, l'écrivain du groupe -, se saisit de ces nouvelles théories, en réaction à l'intuition de l'impressionnisme finissant, pour fonder un courant scientifique, rigoureux, très intellectuel, et qui marquera la postérité : le futurisme italien, le fauvisme, mais aussi l'abstraction - par exemple, Kandinsky, avec son *Du spirituel dans l'art, et dans la peinture en particulier* , reprend ces théories des couleurs. Si Seurat n'avait mis que cela dans ses œuvres, on s'étonnerait seulement de l'intuition géniale qui lui a fait pressentir la composition de l'image des tubes cathodiques et des ordinateurs.

Heureusement, Seurat n'est pas seulement le « *petit chimiste* », ainsi que l'appelait Gauguin, qui le détestait.

« Ce qui a tant choqué, c'est une ironique noirceur, une cruauté misanthrope. »

Car en parcourant l'exposition, on aborde peu à peu la sensibilité complexe de ce peintre cérébral, solitaire, si totalement en marge du milieu bourgeois dont il est issu. Pour ses grandes œuvres, Seurat travaillait longuement la composition ; avec de nombreuses esquisses et petits formats préparatoires, il étudie chaque élément séparément : décor, personnage, un groupe, un chien..., construisant ainsi l'espace comme un puzzle. Il ajoute, il enlève, il étudie un gros plan, il travaille la profondeur : il réfléchit. Pour *Un dimanche après-midi à la Grande-Jatte*, par exemple, il consacre plusieurs esquisses à un tout petit personnage, un saint-cyrien, planté dans le décor comme un épouvantail ou un soldat de plomb. Tel ce saint-cyrien, perdu au fond du tableau, les moindres éléments prennent à nos yeux une importance nouvelle dans l'œuvre achevée. Mais ces personnages que nous avons vus isolément dans chaque esquisse nous apparaissent, alors, dans toute leur brutale incommunicabilité : bourgeois du dimanche qui ne se regardent pas, raides comme des pantins sous leur ombrelle ou leur chapeau haut-de-forme. *Les poseuses* ne seraient-elles pas ces femmes désincarnées sorties de la Grande-Jatte pour poser nues dans l'atelier du peintre, ayant ôté ces mêmes chapeaux, robes, chaussures, ombrelles dans les natures mortes du premier plan ?

Satire bourgeoise encore, avec *La jeune femme se poudrant*, la taille engoncée dans un corset, la poitrine opulente, à l'exacte réplique du guéridon au plateau étroit et aux pieds renflés dont elle semble être l'image inversée par la surface du miroir - Seurat s'était peint à la fenêtre, en voyeur. Un ami le lui conseillant, il recouvrit son visage par un pudique mais improbable bouquet de fleurs.

Dans une veine plus proche de Degas et de Toulouse-Lautrec, Seurat s'intéresse au monde du spectacle ; mais plus que des cafés-concerts, il tire son inspiration d'un monde aussi populaire et plus mystérieux : le cirque. Etrange « parade » en vérité, figée et crépusculaire, bordée à gauche par un arbre mort, et en bas par un alignement de têtes coupées aux chapeaux variés, comme une devanture de modiste... *Le cirque*, seule grande toile du musée d'Orsay, est la dernière œuvre de Seurat. Dans les gradins, il fait un véritable portrait hiérarchisé de société ; sur la scène, tout est mouvement et équilibre, courbes, lignes ascendantes dynamisées par du jaune et de l'orange. Quelque chose d'inquiétant subsiste cependant dans la bouche grande ouverte du clown au premier plan, d'où s'élève comme un cri silencieux.

Monde satirique, monde difficile sur lequel plane une ombre... Le public, qui commençait juste à apprécier les douceurs impressionnistes, a irrémédiablement détesté Seurat, dès l'exposition de *Un dimanche après-midi à la Grande-Jatte*. Ce qui a tant choqué, ce n'est pas une technique, c'est une sensibilité, une ironique noirceur, une cruauté misanthrope, une lucidité analytique de l'œil et du pinceau, que la bourgeoisie fin de siècle ne pouvait lui pardonner. C'est cette sensibilité justement qui nous intéresse aujourd'hui. Tardif hommage, incomplet, mais qui nous permet d'approcher la sphère de ce peintre mort jeune, longtemps méconnu, et dont la production est étonnamment construite et moderne.

Sophie Lubinsky
(« Fondu au noir »)

N.B. : Seurat (1859 - 1891), galeries nationales du Grand-Palais, 3 avenue du général Eisenhower (M° Champs-Elysées). Entrée : 34 F. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 20 h et le mercredi jusqu'à 22 h. Exposition jusqu'au 12 août.

« Libres comme l'air »

Quinze nouvelles pour Radio-Libertaire

M. Benasayag, N. Choquet, D. Daeninckx, C. Frigara, Del Inferno, D. Langlois, S. Livrozet, J.-P. Levaray, J.-F. Lymphâm, T. Maricourt, Y. Peyraut, A.-F. de Saint-Laurent, Jean-Marc Raynaud, W. Rosell, C. Sigala, J.-M. Tixier, S. Picard (illustrations).

Nos dix premières années ne sont pas seulement exemplaires de la ténacité et de l'enthousiasme de ceux et celles qui tous les jours bâtissent Radio-Libertaire. Elles sont exemplaires du combat pour la liberté d'expression que toutes les radios associatives ont mené contre l'hostilité évidente des pouvoirs publics. Dans ce combat beaucoup ont disparu, victimes essentiellement de la loi de l'argent et du pouvoir politique. C'est pour faire écho à ce combat permanent (voir la guerre du Golfe) que Radio-Libertaire a pris l'initiative consistant à faire paraître un recueil de nouvelles, toutes consacrées à ce thème : « la liberté d'expression ! »

Format 15X24 cm - 144 pages
Prix de vente : 85 F (port non compris) - 1991

NOTES DE LECTURE

« La Fédération jurassienne »

Marianne Enckell - Canevas éditeur

Il en est de quelques rares ouvrages comme de certains bons vins rouges : l'âge leur confère un parfum, un goût, une valeur inestimables et ô combien renouvelés. C'est précisément le cas de ce beau petit livre paru voici vingt ans et depuis longtemps introuvable en français qu'est *La Fédération jurassienne* (1). Le temps n'est certes plus celui où, comme l'écrit joliment Marianne Enckell, « *on jouait beaucoup à Marx-Bakounine, je t'aime moi non plus* ». Il n'empêche : la faillite des gauchismes, les frasques social-démocrates et l'effondrement du système communiste ne donnent pas une ride, il s'en faut, à l'idéal de nos lointains ancêtres. La réédition de cette histoire des origines de l'anarchisme en Suisse romande n'en est que plus précieuse pour toutes celles et tous ceux qui entendent construire l'avenir à la lumière du passé.

Comment résumer son propos autrement qu'elle ne le fait ? « *Ce qui s'est passé en Suisse est tout petit. Dans le Jura, plus précisément au val de Saint-Imier et dans des bourgades neuchâteloises, il y eut quelques années durant des groupes anarchistes, actifs propagandistes, dont la voix était écoutée bien au-delà du Chasseral et du Chaumont. Ce sont eux qui prirent le nom de Fédération jurassienne ; ils contribuèrent à la formation du mouvement anarchiste, étant parmi les premiers groupes qui aient jamais existé, ceux peut-être qui avaient la base ouvrière la plus authentique. Comment ils se sont constitués, dans quel milieu ils se sont implantés, quelle part ils ont eue dans la vie de l'AIT, comment ils se différenciaient des autres branches du socialisme, voilà ce que ce petit livre essaie de dire.* »

« *Tout petit* » ? « *Essaie de dire* » ? Trêve d'humour et de modestie. Nul n'était sans doute mieux qualifié que celle qui est, avec sa mère, l'une des animatrices aussi accueillantes que compétentes du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne, pour nous permettre de redécouvrir ces racines de notre mouvement. Très, trop peu connues, franchement méconnues même, alors que le pacte de Saint-Imier (septembre 1872), disant que

Adhémar Schwitzguébel (1844-1895)

« *la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat* » reste une référence constante pour les anti-autoritaires et marque, sans doute, le mouvement anarchiste comme « acte fondateur ». Alors

« Le pacte de Saint-Imier disant que "*la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat*" reste une référence constante pour les anti-autoritaires »

même que Michel Bakounine et Pierre Kropotkine, Elisée Reclus et Gustave Lefrançais, James Guillaume, surtout, qui en fit la chronique, participèrent à un moment ou un autre aux activités de la Fédération aux côtés des travailleurs de l'horlogerie. Alors même, enfin, que les travaux et publications de ce petit groupe de 250 à 300 militants eurent une influence certaine sur l'Internationale anti-autoritaire.

Marianne Enckell ne se contente pas de faire le récit de ces dix années extraordinaires ni même de décrire le fonctionnement, les activités et débats de la Fédération qui garda « *tout au long un double caractère d'organisation de la classe ouvrière - avec ses fédérations de métiers et ses caisses de résistance - et de moyen révolutionnaire avec ses sections de propagande, ses journaux et ses théoriciens* ». S'appuyant sur des sources de premier plan (journaux, rapports, correspondance, mémoires...), elle met en évidence « *la force d'un mouvement social et sa critique en actes de la politique, celle de la démocratie helvétique comme celle des "marxistes" dans l'Internationale* ». Et elle retrace avec chaleur et nuances, enthousiasme et lucidité, la rencontre entre tous ses acteurs, leur entente et leur solidarité contre la domination politique et l'exploitation économique. C'est dire s'il y a de la vie dans cet ouvrage rigoureux, qui pourrait bien devenir un classique de l'histoire du mouvement anarchiste. Un « classique » aussi tonique qu'un vieux bordeaux, aussi frais et fruité qu'un fendant partagé, à la tombée du jour, au bord du lac.

Michel Auvray

(1) *La Fédération jurassienne. Les origines de l'anarchisme en Suisse*, Marianne Enckell, Canevas éditeur, Saint-Imier, 216 pages (édition revue). Prix : 112 FF. En vente à la librairie du Monde Libertaire (chèques à l'ordre de Publico).

CINEMA

« Hors la vie »

Premières images : Beyrouth, le Liban détruit, les tueries, l'horreur et l'absurdité... Un reporter photographe, Patrick, seul au milieu d'un peuple qui se déchire. Le générique défile, les images s'accélèrent comme dans une bande-annonce, puis le rythme se casse et le spectacle des massacres s'interrompt brutalement - car enfin il s'agit là encore d'une horreur dont beaucoup se régalent -, c'est l'enlèvement et le trou noir... *Hors la vie*, le temps trébuche sur l'angoisse et le cauchemar s'installe. Le sujet est poignant, mais la démarche, pétrie de bonnes intentions, bute sur le manque de consistance des personnages et le cri est étouffé.

Inspiré librement de l'expérience de Roger Auque, journaliste et ancien otage à Beyrouth, *Hors la vie* est le quatrième film de Maroun Bagdadi. Il a reçu le prix du jury à Cannes, mais cette récompense paraît plus couronner la mauvaise conscience de l'Occident face au Moyen-Orient transformé en champ de batailles que l'émotion d'un être torturé dans un univers en perdition.

Le malaise qui naît du film provient de cette impression vague d'être floué ou manipulé car, si la situation du reporter est certes cruciale, l'idéologie véhiculée est très ambiguë. C'est la guerre vue de l'envers du décor par un Candide - reporter au pays des chiites tortionnaires, sadiques et primaires. Manichéisme. Enlevé à la suite d'une méprise, Patrick pose également le problème du reporter indépendant, en dehors des pools organisés par l'armée. D'après ce film, cela ne semble guère possible, est-ce pour cette raison que le SIRPA est remercié dans le générique de fin ? Loin des pools militaires et des journalistes aux ordres, on est à la merci des fanatiques. L'exigence d'une information non censurée est trop dangereuse !

Après toute la mise en scène d'auto-flagellation des médias pour leur rôle scandaleux pendant la guerre du Golfe, le film tombe à point. Patrick, c'est l'anti-star, le reporter qui fait son boulot « objectivement », a du mal à joindre les deux bouts (on est loin des stars médiatiques et de leurs salaires faramineux) et respecte le pays (ne refuse-t-il pas de faire certains clichés au détriment du scoop pour voyeurs ?). C'est en cela que le film de Bagdadi est racoleur et cautionne en quelque sorte l'image galvaudée du journaliste victime de la rapidité et du foisonnement de l'événement. Outre cela, est-il possible de ne pas condamner la prise d'otages et d'oublier l'enfermement de Jean-Paul Kaufman ou de Michel Seurat - assassiné ? Néanmoins, le film de Volker Schlœndorf, *Le Faussaire*, était déjà, en 1980, une esquisse de ce qu'engendrerait le drame libanais. Le rôle du journaliste était remis en question au plan de la couverture médiatique de cette guerre « sale » et des enjeux sous-jacents, c'est-à-dire la vente d'armes, les jeux de pouvoir et le conflit Nord-Sud généralisé. Le Liban n'a-t-il pas été une répétition de la mascarade du nouveau droit international ?

C.P.

***Hors la vie*, Maroun Bagdadi (1991), avec Hippolyte Girardot, Rafic Ali Ahmad, Hussein Sbeity, Habib Hammoud. Actuellement, dans les cinémas suivants : 14 Juillet Odéon, 14 Juillet Bastille, Pathé-Clichy.**

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Vendredi 28 juin
— « Mon nom est Personne » (13 h - 14 h 30) : cinéma, télé et théâtre.

Samedi 29 juin
— « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : forum « Femmes et Sociétés ».
— « Onde de nuit » (24 h à l'aube) : la fièvre du samedi soir.

Dimanche 30 juin
— « Matinée anticléricale » (10 h - 12 h) : émission de la Libre Pensée.
— « Folk à lier » (12 h - 14 h 30) : musiques traditionnelles de France et du monde.
— « Y'en a pas un sur cent » (19 h 30 - 21 h) : les libertaires des années 90 parlent, avec Thierry Porré.
— « L'Imaginaire » (22 h - 23 h) : des mathématiques à la poésie.

Mardi 2 juillet
— « Blues en liberté » (10 h - 12 h) : festivals de l'été.

FORUM

« Femmes et sociétés »

« Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste. »
Louise Michel

Société et pouvoir : qu'en est-il aujourd'hui de la domination organisée des femmes, dans la structure familiale comme dans le monde du travail ? A travail égal, salaire égal, n'est-ce qu'un slogan ou bien le germe d'une libération porteuse d'émancipation généralisée ?

« Femmes et sociétés »
L'Homme et la société, L'Harmattan

Samedi 29 juin, à 11 h 30

Table ronde dans « Chronique syndicale » sur Radio-Libertaire (89.4)

Samedi 29 juin, à 16 h 30
Forum-débat à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris

POESIE

« La ville après la pluie »

Thierry Maricourt - éditions La vague à l'âme

La poésie de Thierry Maricourt ne déçoit jamais. Légère, aérienne, elle surprend au détour de nos ruelles par le télescopage de la douceur d'errer et du réel urbain.

Sa lente flânerie traverse la ville, les bars, les immeubles et les hôtels. C'est un voyage permanent. Nous sommes pénétrés de nostalgie. Et d'un coup, c'est l'éruption de la Sociale :

« ... Vallès
hier quatre-vingt-neuf
et demain trente-six
l'Espagne
et c'est encore l'exil
qu'infléchit la mort... »

Le promeneur solitaire fait de singulières rencontres, sur le zinc, dans une chambre, le temps d'un regard, d'un soupir ou d'une nuit blanche :

« Paris-cavale aux soirs d'été
un chat miaule sur un parking
la dèche, elle remplit mes poches
des vestiges carmin et noirs
la soucoupe d'un petit bar
collectionne trois francs cinquante
en pièces de dix centimes
l'air est déjà frais ce soir. »

Jacques Lesage de la Haye

N.B. : En vente à la librairie du Monde Libertaire. Prix 60 F (port non compris).

Souscription

Les Editions du Monde Libertaire lancent une souscription en vue de la publication des deux prochains ouvrages :

-- *Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale*, René Berthier. Prix de souscription : 90 francs. Parution en juillet 1991 ;

— *Ecrits sur le fascisme* (dont *La Contre-révolution préventive*), Luigi Fabbri. Prix de souscription : 110 francs. Parution en octobre 1991.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest et à adresser à SHE, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

RENDEZ-VOUS

NANTES
Le groupe Milly-Witkop et l'OCL-Nantes vous donnent rendez-vous dans le « Magazine libertaire », le samedi 29 juin, entre 13 h et 14 h, sur Radio-Alternantes (97.5 FM). Au sommaire : le bilan des luttes sur Nantes.
Contact : « Magazine libertaire », Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

SARREBOURG
Depuis quelques semaines, il existe une liaison FA sur la région de Sarrebourg, Bitche, Sarreguemines, Phalsbourg (Moselle-Sud). Pour la contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

GEMENOS
L'Union régionale Méditerranée de la FA organise les 27 et 28 juillet, au quartier Le Vaisseau (RN 8), à Gémenos (près de Marseille), les 5e Rencontres libertaires. Au programme : chansons avec Meille, Claude Turle, Morade... ; stands ; bouffe ; buvette ; débats. Camping assuré (amener son matériel).
Pour plus de renseignements, écrivez au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

PARUTIONS

CAMPAGNE D'ABONNEMENT
Le groupe FA de Dijon et ses sympathisants vous informent que leur journal, *la Mistoufe* va reparaître, après de long mois d'absence, dès septembre. On y trouvera chaque mois des articles de réflexion, d'information, des brèves, des interview, mais aussi des pages culturelles ; tout cela étant accompagné d'illustrations. A cette occasion, nous lançons une campagne d'abonnement. Prix : 50 F par an (chèques à libeller à l'ordre de Jean-Christophe Cheval). *La Mistoufe*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

PRESSE
Le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy vient de faire paraître le n° 4 de la revue *Encre noire*, éditée en collaboration avec les liaisons FA de Saint-Dizier et de Moselle-sud. *Encre noire* est disponible au prix de 5 F à la librairie du Monde Libertaire. On peut aussi se la procurer auprès du groupe, qui vend *le Monde libertaire* chaque dimanche matin, à partir de 11 h, sur le marché de Vandœuvre.

BULLETIN
Le bulletin n° 2 *Brisons nos chaînes*, du Réseau pour l'abolition de la télévision (RAT) est paru depuis peu. Pour le reçevoir chaque trimestre, il suffit d'envoyer 10 timbres à 3,80 F au RAT c/o librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PRESSE
***La Commune libertaire* n° 20 vient de paraître. La feuille gratuite du groupe Fresnes-Antony de la FA est disponible à son local, situé au 34, avenue Jean-Moulin, 92160 Antony. On peut se la procurer par courrier contre un timbre à 2 F 30, en écrivant à la même adresse.**

BROCHURE
Le groupe Salvador-Haro de la FA et les « Amis de Pierre-Kropotkine » viennent de publier *Télévision : enjeux, rôles et pouvoir*, fascicule de 116 pages. Au sommaire : enfance et TV, un enjeu commercial et politique, désinformation au quotidien, de la passivité à la soumission. Prix : 55 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire (chèques à l'ordre de Publico).

TEE-SHIRTS
Le groupe Région-toulonnaise de la FA diffuse 3 tee-shirts. Prix : 60 F l'un (port compris). Il s'agit d'un « A » cerclé rouge sur fond noir ; d'un globe d'où émerge un « A » cerclé (noir sur fond blanc) ; de deux enfants s'embrassant, plus « A » (noir et rouge sur fond blanc). A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex (chèques à l'ordre du CECL).

BROCHURE
Vous pouvez vous procurer la brochure *GROG Story*, qui raconte l'histoire du Groupe de résistance et d'opposition à la guerre nantais en écrivant à l'adresse suivante : « Magazine Libertaire » (MW), Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. Prix : 10 F (port compris). Chèques à l'ordre de C.P.

GRANDE-BRETAGNE

La fraude au service du capital

Les Tapie, Calvet et autres Bouygues, soutenus, et pour cause, par les médias, nous bourrent le crâne à longueur d'année sur les bienfaits de la libre entreprise. « Challenge », « sélection » sont devenus les mots-clés du bonheur capitaliste. Bonheur illusoire pour la grande majorité, alors que celle-ci semble de plus en plus sensible à ce type de discours.
Cet article, traduit du journal *Freedom* (1), remet les pendules à l'heure en nous montrant, au-delà des incidences de la spéculation sur le monde du travail (crises, chômage chronique, rejet des défavorisés...), que ce genre de « philosophie » est en fait basé sur les mots : « escroquerie », « mensonge », « cupidité ».

LES escroqueries à la carte bancaire ne cessant d'augmenter (1,5 milliards de francs l'année dernière, en Grande-Bretagne), les banques parlent maintenant d'adjoindre la photo de l'utilisateur sur ces cartes, seul moyen, paraît-il, d'enrayer le phénomène. Cependant, les fraudes à la carte bleue ne sont rien comparées aux fraudes toujours plus nombreuses des compagnies financières. Ou devrait-on dire de celles qui se font prendre pour avoir violé les règles de la *City mafia* ? (2)

La Mercury Asset Management, par exemple, une des plus grandes compagnies financières de la City, a été condamnée à 500 000 francs d'amende. Une autre, la Hill Samuel, à un million de francs. Et il y a en ce moment soixante plaintes, dont vingt déboucheront probablement sur des mesures disciplinaires de ce type.

Chaque jour voit son lot d'abus de confiance. Deux affaires mettant en cause des avocats ont été rapportées récemment. L'un a fui en Grèce avec l'argent de ses clients (2,5 millions de francs). L'autre a été arrêté à Lausanne pour sa participation présumée dans une escroquerie d'envergure européenne. Pas moins de soixante accusations pèsent contre lui.

Le monde de la « charité business » n'est pas non plus hors de cause. Les *charity commissioners* - sorte de commissaires aux comptes des organisations de charité - se sont informatisés dans l'espoir de rattraper les escrocs qui s'enfuient avec un gain annuel de 1,2 milliard de francs et de révéler l'abus des augmentations de capitaux. Il existe 200 000 de ces organisations en Grande-Bretagne et certaines d'entre-elles sont liées à des compagnies financières pour en réduire l'imposition.

Avec l'informatique bancaire, il est peut-être aussi facile à l'argent de « s'égarer », la supercherie est toujours découverte mais seulement lorsqu'il est trop tard et que l'escroc se fait bronzer sur la « Costa del crime ». Ainsi, la TSB Bank des îles Anglo-Normandes a découvert un jour qu'il lui manquait 50 millions de francs ! Pas de crainte à avoir pour la TSB puisque son profit annuel est de 3 milliards de francs.

Affaires juteuses et escrocs à foison

La spéculation monétaire peut être une affaire juteuse ou dangereuse... L'énorme Allied Lyons Group, par exemple, a perdu 1,47 milliard de francs dans ce type d'opération. Des têtes vont tomber, c'est sûr, mais il doit y en avoir quelques-unes qui sont parties avec le paquet !

Last but not least, tout ne va pas si bien à la célèbre compagnie d'assurance Lloyds où trois syndicats de souscripteurs ont fait faillite il y a quatre ans. La Lloyds a dû faire appel à des requins (ils étaient 2 000, dont Robert Maxwell, patron de presse bien connu, Susan Hampshire, actrice fortunée, Adnan Khashoggi, vendeur d'armes de son état) qui ont apporté les 400 millions de francs nécessaires pour couvrir les pertes et qui se feront de gros bénéfices avec un argent dont ils n'ont de toute façon pas besoin.

The Independent du 7 mai soutient que « *la meilleure force de dissuasion contre ce genre de crime [l'escroquerie] sera toujours la perspective du déshonneur.* » Tout en admettant le fait que si certaines pratiques étaient légales en 1960 et qu'elles ne le sont plus aujourd'hui ceci « *prouve que le déshonneur n'est peut-être pas suffisant* ». On en a bien l'exemple avec les escrocs de Guiness « répimendés » par la reine et qui, en sortant de prison, sont allés retrouver leurs fructueuses affaires. Et c'est toujours comme ça. Mis à part ces escrocs « top niveau », qui ne sont pas attrapé (car ceux qui le sont doivent être la partie visible de l'iceberg) une autre profession qui fait de l'argent avec ces affaires est celle des hommes de loi. D'après une étude récemment publiée par les comptables des cabinets juridiques Peat, Marwick et Mc Lintock « *une forte augmentation du nombre d'affaires portant sur ces fraudes durant les cinq prochaines années est à prévoir* ». Dans cette étude, 70 des 100 plus grands cabinets juridiques (dont 10 des 20 plus grands de la City) déclarent que « *la récession a fait fortement augmenter le nombre des affaires portant sur des litiges financiers* » (*The Gardian*). Le malheur des uns fait le bonheur des autres !

traduction de Didier (gr. Malatesta)

(1) Bimensuel anarchiste britannique daté du 1er juin 1991.
(2) La City est le centre d'affaires de Londres.

Nos autocollants

LE SOCIALISME A VISAGE HUMAIN

3 MILLIONS DE CHOMEURS

PARTAGEONS LE TRAVAIL PAS LA MISERE

IL FAUT AGIR CHAQUE JOUR

FEDERATION ANARCHISTE
145 Rue Amelot, 75011 PARIS

Quatre nouveaux autocollants ont été édités par le groupe Poulaille de Saint-Denis. Prix : de 1 à 9 exemplaires mélangés... 1 F l'un ; de 10 à 49 ex. mélangés... 0,50 F l'un ; à partir de 50 ex. mélangés... 0,30 l'un. A commander à la librairie du Monde Libertaire (chèques à libeller à l'ordre de Publico).

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 28 d'*Infos et analyses libertaires* vient de paraître. Le sommaire est le suivant : école autogérée de Bordeaux, IVG en danger, l'anarchisme comme alternative à la barbarie étatique et au chaos capitaliste, l'antimilitarisme et le pacifisme pour les lendemains de guerre, la presse « rampante », les Kurdes en France... Prix : 15 F. Tarifs d'abonnement : 90 F (port compris) et 165 F (abonnement militant). Il est vendu à Perpignan, dans les librairies suivantes : Infos, Torcatis, Le Futur Antérieur, Librairie catalane. A Toulouse : Cercle Albert-Camus, 39, rue Peyrolières. *Infos* : CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

PRESSE
Le collectif libertaire « Les mauvais jours finiront » publie le n° 2 de son journal (du même nom). Sommaire : dossier sur les nationalités, NTM, bilan de la décennie Mitterrand... En vente, pour 10 F, à la librairie Tropique, rue Elise-Gervais, ou au local du collectif libertaire, 19, rue Michel-Servet, 42000 Saint-Etienne.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Tchernolyl du Pacifique, Chirac : le dégoût, Editorial, Communiqué FA contre l'expulsion de Abdelmoumen Diouri.
PAGE 2 : Les origines de la Fédération anarchiste
PAGE 3 : le mal des banlieues, Vue imprenable sur les hydrocarbures à Saint-Ouen, En bref.
PAGE 4 : Chirac : le dégoût (suite de la « une »), Affaire Wargnies, Mal-logés, Communiqué Union régionale Sud-Ouest FA.
PAGE 5 : Colombie: la guerre de la nouvelle bourgeoisie de la drogue, Salvador : la FENASTRAS appelle à la solidarité internationale, Etats-Unis : la forêt nationale shawnee menacée.
PAGE 6 : Exposition Seurat au Grand-Palais.
PAGE 7 : « La Fédération jurassienne » de Marianne Enckell, Sélection R.-L, Cinéma : « Hors la vie », « La ville après la pluie » de Thierry Maricourt.
PAGE 8 : Grande-Bretagne : La fraude du capital, Infos FA.